



## **Les personnes les plus fragiles sont les grandes oubliées des annonces d'Emmanuel Macron**

La FNAAFP/CSF a porté lors du Grand Débat National, comme d'autres associations intervenant auprès des personnes fragiles, la parole de celles et ceux que l'on entend rarement dans le débat public.

Nous l'avons fait avec force et conviction dans cet espace de parole qui a été donné à chacune et chacun.

Mais à l'heure de mettre en œuvre des mesures, celles annoncées par le Président de la République nous laissent un goût très amer. Aucune nouvelle mesure ne concerne directement les plus fragiles d'entre nous.

**Rien sur le pouvoir d'achat** des plus modestes, alors que de nombreuses personnes n'arrivent pas à boucler les fins de mois.

**Rien pour rendre accessible à toutes et tous le logement**, outil essentiel d'insertion dans notre société, et alors même que le nombre de personnes qui vivent dans la rue ne cesse d'augmenter.

**Rien de concret pour les personnes âgées** qui sont en difficulté pour faire face à l'arrivée de la perte d'autonomie.

**Rien pour les personnes en situation de handicap** qui vivent ou survivent avec des prestations et des prises en charge très insuffisantes.

L'indexation des petites retraites sur l'inflation serait une bonne nouvelle si elle n'était pas limitée au 1<sup>er</sup> janvier prochain à celles inférieures à 2000€, et si elle concernait plus généralement tous les revenus du travail et les prestations sociales.

De plus, à la demande mainte fois confirmée par les études ou les sondages d'une plus grande justice fiscale, Emmanuel Macron répond par une baisse des impôts. Dans le même temps, la promesse de maintien d'un certain nombre de service public (hôpitaux, écoles)

ne dit rien du financement de ces services qui se fonde pourtant sur la solidarité nationale, et donc sur l'impôt.

Enfin, sur le Grand Âge, les moyens à mettre en œuvre restent très flous, et les débats lancés par les parlementaires de la majorité parlementaire ne nous rassurent pas. En effet, laisser croire qu'une nouvelle journée de solidarité, ou qu'une augmentation du temps de travail, permettra de financer la perte d'autonomie n'est absolument pas à la hauteur des enjeux. Des solutions pérennes existent autour de la mobilisation de financements existant et de la création d'un 5<sup>ème</sup> risque de sécurité sociale, nous l'avons déjà défendu par ailleurs.

La FNAAFP/CSF est extrêmement déçue par ses annonces et inquiète pour l'avenir. La société que nous appelons de nos vœux est une société où chacun a sa place, et nous devons œuvrer à l'inclusion de toutes et tous, et notamment des plus fragiles.

Nous demandons à nouveau que des mesures fortes soient prises dans quatre domaines essentiels :

- L'amélioration du pouvoir d'achat, et notamment pour les plus fragiles d'entre nous.
- L'accès à un logement décent pour toutes et tous.
- Une plus grande justice fiscale permettant une meilleure répartition des impôts et le maintien des services publics essentiels à notre vivre ensemble.
- Des mesures de financement solidaires à la hauteur des enjeux pour la perte d'autonomie liée à l'avancée en âge.

*De nombreuses propositions ont été recueillies par la FNAAFP/CSF auprès de ses bénévoles, usagers et salariés dans le cadre du Grand Débat National. Elles sont toujours disponibles à cette adresse : <https://www.fnaafp.org/fnaafp-grand-debat/>*

Contacts presse :

- Stéphane Landreau - [slandreau@fnaafp.org](mailto:slandreau@fnaafp.org) - 01 44 89 86 86